

Une réponse à Ernest Bovet, lettre d'un de ses amis français

Autor(en): **Hauser, Henri**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **21 (1918-1919)**

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-749206>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

UNE RÉPONSE

À ERNEST BOVET,
LETTRE D'UN DE SES AMIS FRANÇAIS

Paris, le deuxième jour de la paix, 29 juin 1919

Cher ami,

Puisque vous avez publié, dans votre numéro de juin, une „lettre à un ami français“, vous ne trouverez pas mauvais, sans doute, qu'un de ces „amis français“ vous réponde dans les pages de ce même *Wissen und Leben* dont ils ont tant de fois, durant la tourmente, applaudi le noble effort.

Permettez moi, dès l'abord, d'écarter un de vos arguments. Vous dites qu'en lisant les lettres de vos amis français, il vous semble „relire les nombreuses lettres“ que des amis allemands vous ont envoyées en 1914. Que prouve cette similitude des termes ? Prouve-t-elle que nous ayons tort, parce que, disant les mêmes choses, ils étaient dans le faux ? Nous n'avons signé, sur l'ordre d'aucun pouvoir, aucun manifeste des quatre-vingt-treize — quittes à prendre, contre les conséquences d'une signature publique et ostensible, la précaution d'une protestation prudemment secrète. Nous n'avons violé, que je sache, aucune Belgique. Nous n'avons brûlé ni bibliothèque ni cathédrale. Les mains de nos soldats ne sont pas souillées du sang des femmes et des petits enfants, et nous n'avons pas frappé de médailles pour commémorer des noyades. Il est des choses qui peuvent être vraies aujourd'hui sur nos lèvres, et qui étaient inexactes sur les lèvres de vos amis allemands — lorsqu'ils croyaient à la guerre fraîche et joyeuse.

Serait-ce vous répondre que de dire que telles phrases de votre lettre — sur la „paix féroce“, sur la „paix à la Louis XIV“ — nous les avons déjà lues sous la plume de Brockdorf-Rantzau, après les avoir lues sous celle de Scheidemann et d'Erzberger, avant de les lire sous celle de Hermann Müller ? En vérité, qu'est-ce que cela prouve ?

J'écarterai encore un autre argument. Vous vous êtes promis, dites-vous, dès le début, que vous plaideriez „pour le vaincu“ contre ce qu'il vous plaît de nommer „l'orgueil du vainqueur“. Du jour où vous avez formulé cette promesse, nous avons cessé

d'être entièrement d'accord. Je me fais, je l'avoue, une autre idée de la justice, et des rapports du droit et de la force. Il est beau de se tenir du côté de la justice, quand elle est faible, et de combattre, comme vous l'avez fait, l'iniquité triomphante. Mais l'injuste devient-il le juste parce qu'il a cessé d'être, par grand hasard, le plus fort? Si cela était, cher ami, il ne resterait plus qu'à désespérer de l'humanité et à sombrer dans le plus noir nihilisme. Car les hommes se font tuer précisément pour que la justice, suivant le mot de Pascal, soit forte. Si le triomphe même de la justice avait pour fatale conséquence de la faire passer du côté des vaincus, des millions d'hommes se seraient sacrifiés pour l'ombre d'une ombre. Forte ou faible, la Justice reste juste.

Seul un pur dilettante, — un de ces esprits qui se croient supérieurs parce qu'ils se tiennent au-dessus de la mêlée pendant que les autres peinent et souffrent — seul un dilettante peut se déprendre de la cause à laquelle il a voué sa vie parce que cette cause est victorieuse. Caton se révolte contre la volonté des Dieux, parce que les Dieux ont couronné l'injustice. Admirerions-nous Caton s'il abandonnait la Justice, même souveraine?

Avant d'admettre que nos fils ont donné leur vie pour rien, nous attendrons, cher ami, qu'on nous prouve que la Justice, depuis le 11 novembre 1918, a changé de camp.

Assurément, vous ne me croiriez pas si je vous disais que j'admire tout dans la paix de Versailles, et surtout dans la façon dont elle a été préparée. Cette paix est une chose humaine. Ce n'est pas l'œuvre des anges. Ceux qui l'ont faite étaient, pour une bonne part, des hommes du passé, habitués à de vieilles formules, enserrés dans les bandelettes des vénérables protocoles. Les autres, ceux qui auraient pu s'inspirer de pensées neuves, étaient fatigués, usés par un long effort, qui a dépassé la mesure des forces humaines. Le 11 novembre, ils ont cru que tout était fini, que l'on pouvait prendre son temps, et se réjouir. *Gaudeamus igitur!* Ils ont ainsi perdu de précieuses, d'irréparables semaines. Et tandis que les Quatre dansaient devant l'Arche de la nouvelle alliance, l'ennemi reprenait son jeu coutumier d'intrigues, de division, d'arrogance. La paix juste, on pouvait et on devait *l'imposer* en quinze jours à une Allemagne qui s'avouait vaincue. C'était l'intérêt de l'Allemagne et du monde. On attendit, pour se mettre à l'œuvre, que le militarisme prussien

eût eu le temps de se proclamer *unbesiegt*, et voilà comment la paix, au lieu de sortir de l'aube radieuse de la victoire des peuples, s'élabora dans un congrès qui, à certaines heures, ressemblait à celui de Vienne.

Il y ressemblait seulement par certaines de ses apparences : la solennité de ses travaux, encore accrue et compliquée par la coexistence de deux langues officielles ; le groupement et le regroupement des puissances, tantôt suivant leurs affinités électives, tantôt pour obéir à l'intérêt du moment ; la place faite, clandestinement, aux intérêts matériels. Nous avons vu, sur la tapisserie du Congrès, se profiler d'étranges silhouettes ... Mais comme vous vous trompez, cher ami, comme vous êtes mal renseigné, quand vous écrivez : „Qui donc pousse à la férocité ? Ce sont surtout des brasseurs d'affaires, qui n'ont rien perdu et qui veulent tout gagner“. Tout au contraire. De cette paix, où vos amis allemands vous font voir une paix de violence et dont nous voulions qu'elle fût une paix de justice, ce sont les brasseurs d'affaires qui ont contribué à faire une paix de faiblesse. Ils avaient hâte d'arriver, avant tous autres, sur les marchés de l'Europe centrale, et, derrière l'éclatante draperie du plus noble idéalisme, ces louches personnages préparaient leurs combinaisons fructueuses.

Malgré tout, l'historien serait injuste qui apparenterait la paix de Versailles à la paix de Vienne. Sans trahir aucun secret, je puis dire — vous me connaissez trop, cher ami, pour croire que j'écris ici des paroles vaines — je puis dire que jamais depuis des dizaines de milliers d'années qu'il y a des hommes, et qui se battent, jamais traité de paix n'a été élaboré dans un tel esprit d'humanité. Pour la première fois depuis l'origine des temps, le vainqueur, tous les vainqueurs ont eu la constante préoccupation de ménager le vaincu, de lui assurer des conditions acceptables d'existence, et même de préparer la réconciliation future. Dans toutes les commissions, il y eut, en ce sens, des avocats de l'Allemagne. Et c'est après cela, qui ne s'était jamais vu, que vous nous parlez d'une „paix à la Louis XIV“.

Quelle injustice est la vôtre ? La France, qui avait subi Francfort, la Roumanie, qui porte encore au flanc la plaie sanglante de Brest-Litovsk, la Pologne, la Belgique auraient été excusables d'user largement de la victoire. Elles ne l'ont pas voulu. Mais il leur fal-

lait au moins, pour vivre, une paix juste. Le désir d'être juste même envers l'agresseur ne pouvait cependant pas conduire la Conférence à être injuste envers les victimes. Et cependant, tout compte fait, elle l'a été.

Sur ce point, vous reprochez à votre correspondant français de ne parler „absolument que de questions économiques“. Vous lui objectez que les intérêts économiques de la France — j'ajouterais ceux de la Belgique et des autres grandes sacrifiées — ne sauraient, si considérables qu'ils soient, „être le facteur essentiel de la paix durable“. Ici, pardonnez-moi, cher ami, je ne comprends plus. Je ne vois pas en vertu de quel miracle on pourrait isoler, dans la vie d'un peuple, ces facteurs indissolubles : la psychologie, la politique, l'économie. Car si l'homme ne vit pas que de pain, il vit de pain d'abord. Et à quoi nous servirait d'avoir défendu „le plus généreux des peuples“, si ce peuple devait mourir de sa victoire ?

Votre distinction entre la politique et l'économie me paraît d'autant moins acceptable que jamais guerre n'a été préparée, entreprise et menée aussi complètement, aussi ouvertement pour des fins économiques. Pour parler ainsi, il faut que vous ne vous rendiez pas compte encore de la façon monstrueuse et savante dont s'est réalisé le plan allemand, ce plan avoué par ses auteurs eux-mêmes dans le volume et l'atlas „strictement confidentiels“ qui ont pour titre *Die Industrie im besetzten Frankreich*. Aucun récit, aucune photographie, aucune collection de photographies — car les photographies ne vous font connaître que des détails isolés — ne peuvent vous donner l'idée de ce désastre. Il faut le contempler dans son ensemble, dans son effrayante monotonie. De l'avoir fait, je sais tel de vos compatriotes, un Zuricois, qui dut se mettre au lit. Un Allemand, Stampfer, dans le *Vorwärts* du 2 mai, a noté quelques traits de ce spectacle d'horreur, et il a conclu : „On va nous présenter à Versailles la facture de tout ce que cette folie de destruction a causé ... Nous ne pourrions pas nous réconcilier avec les Français avant d'avoir bien compris pourquoi ils nous haïssent.“

Il ne s'agit pas de haine. Tout simplement nous demandons à vivre. Les Allemands nous ont tué la moitié de notre population adulte mâle et valide ; nous n'avons plus notre compte de professeurs, d'étudiants, de techniciens, d'ouvriers, de paysans. Ce qui reste du peuple „le plus généreux des peuples“ a peut-être mérité

qu'on lui assure les moyens de travailler à côté de l'ennemi qui a conservé, lui, ses usines et ses outils. Si non, ce serait le vainqueur qui serait le vaincu. Si non, vous aboutiriez à faire payer par la victime les frais du désastre volontairement, sciemment perpétré par l'agresseur.

Vous êtes, cher ami, si peu persuadé vous-même de la réalité d'une distinction entre les bases économiques et les bases politiques de la paix que, faisant vôtre la thèse allemande, vous protestez surtout contre les conditions économiques et que vous nous conseillez de nous „contenter de ce que l'Allemagne d'aujourd'hui peut payer sans être ruinée“. Mais alors, c'est la France qui serait ruinée, ou plutôt qui ne pourrait jamais se relever de ses ruines. J'adresse donc cet appel à votre conscience d'homme, de bon Européen: Est-il juste que la France soit ruinée, reste ruinée, pour que l'Allemagne ne le soit pas?

Personne, chez nous, ne songe à exterminer les Allemands. Mais nous estimons qu'ils doivent réparer. Nous savons que leurs crimes ont ceci d'atroce que toutes leurs ressources, même si on les jetait dans le gouffre, ne suffiraient pas à le combler; c'est pourquoi il est impossible que nous leur présentions la note totale et définitive de leur dette: ce serait un vain étalage de chiffres, à défier l'imagination. Mais la justice veut qu'ils paient le maximum de ce qu'ils peuvent, et aussi longtemps que la ruine n'aura pas été suffisamment réparée. Si non, je le répète, il n'y a pas de justice sur la terre. Car si les Allemands ne travaillent pas pour nous, ce sont nos ouvriers, à nous, qui seront réduits au chômage, à la misère, à la révolte. Est-ce là une perspective acceptable pour notre démocratie?

Nous aussi, après tout, nous avons été des vaincus. Il y a tantôt un demi siècle. Avons-nous, en ce temps-là, empli l'air de nos cris? Non. Nous connaissions ces poèmes de Vigny, que vous nous invitez à relire. Nous redisions le beau vers:

Pleurer, prier, crier est également lâche.

Il n'est alors femme de France qui n'ait filé sa quenouille pour que la France pût, au plus vite, payer sa dette jusqu'au dernier sou du dernier milliard, et c'est seulement le lendemain de ce jour que partit le dernier des casques à pointe. J'ai vu cela, tout enfant. Et personne, chez nous, ne déclarait à l'avance qu'on ne rempli-

rait pas les conditions signées par nous au bas d'un chiffon de papier.

Nous n'avons, il y a quarante-huit ans, réservé qu'un point : le droit des peuples. Ce droit est-il aujourd'hui violé ?

L'auriez-vous, l'aurions-nous proclamé violé, en 1871, si les territoires arrachés à la France, au lieu d'être réunis à l'Empire allemand, avaient été provisoirement soumis à une administration internationale, avec garantie d'un plébiscite au bout de 15 ans ? Et que diriez-vous si vous saviez quelle volonté anti-annexionniste il a fallu chez le gouvernement français pour résister à certaines demandes de plébiscite qui auraient facilité la solution de questions épineuses ? Nous n'avons pas voulu, ni à Sarrelouis ni ailleurs. Et si vous connaissez „des militaires, fondateurs de républiques“, je connais aussi des militaires qui ont empêché des républiques de naître, parce qu'elles auraient pu trop aisément pencher vers la République française. En matière de respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la Conférence me paraît avoir aussi souvent péché par timidité que par hardiesse.

En France du moins, nous aurons cette joie de ne pas compter un seul Français malgré lui, un seul *Muss-Franzose*. Et s'il doit y avoir, le long de la Vistule, des *Musspolen*, la faute initiale n'en remonte-t-elle pas à la politique allemande ? Elle a si bien compliqué le problème qu'il était impossible de le résoudre sans sacrifier ou des droits polonais ou des droits allemands. Je comprends que le président Wilson n'ait pas voulu prendre le premier parti.

Mais, cher ami, vos reproches ont une portée plus générale. Vous nous reprochez de n'avoir pas fait confiance à la révolution allemande. Nous avons eu, les hommes politiques de l'Entente ont eu un tort, je le reconnais. Ils n'ont pas su distinguer entre les Allemands.

Ils ont voulu éviter jusqu'à l'apparence d'une intervention dans les affaires intérieures du peuple allemand. Le président Wilson n'avait pas craint d'intervenir, le jour où il avait dit : „Nous ne traiterons pas avec les Hohenzollern“. Il est infiniment regrettable que ni lui ni ses collègues n'aient dit : „Nous ne traiterons pas davantage avec un gouvernement Ebert-Scheidemann, ni avec un gouvernement Bauer-David. Nous ne voulons comme plénipotentiaires ni d'un *Junker* camouflé en révolutionnaire, ni de l'homme

du Centre, ni du socialiste qui a sur la conscience l'effrayant mensonge de la fin juillet 1914". Les Quatre n'ont pas voulu retarder l'heure de la paix. Ils ont craint de ne trouver en face d'eux, en Allemagne, aucun gouvernement. Voilà pourquoi ils ont cru les gens de Berlin lorsque ceux-ci, aidés par les neutres, agitaient devant leurs yeux le spectre de l'anarchie, et leur faisaient prendre les spartakistes pour des bolchévistes ...

Oui, les Quatre ont eu le tort de ne pas voir qu'il pouvait naître une nouvelle Allemagne, et de ne pas l'aider à naître. Mais leur excuse, c'est que cette nouvelle Allemagne est si peu de chose! „Eisner, dites-vous, Kautsky, Haase, Fœrster, Nicolaï, von Gerlach, Wilhelm Herzog, et *dix autres encore*." Ce n'est guère. Et de ceux-là j'exclurais encore Haase, coupable de la grande lâcheté du 4 août 1914. Eisner, on l'a tué. Kautsky, le gouvernement d'Empire de la République allemande lui a intimé l'ordre de ne pas publier les documents — et Kautsky, en Allemand soumis, a obéi.

Quant à nous, qu'avons-nous vu comme Allemands? Je l'ai dit: Après Max de Bade et Erzberger, Ebert et Scheidemann, Noske. Nous en sommes à David ... Et vous vous étonnez que nous n'ayons pas confiance! Nous avons en face de nous une Allemagne — nous sommes bien obligés de prendre celle que le peuple allemand nous offre — qui a violé successivement les clauses de l'armistice, qui violait par avance des clauses du traité qu'elle allait signer; qui même — véridique une fois — nous a fait savoir qu'elle en violerait d'autres, si elle le pouvait. Jamais je n'ai senti si vrai le cruel jeu de mots de Nietzsche: *Das täusche Volk* ...

L'Allemagne, je le sais, n'a pas toujours été ainsi. Nous sommes obligés de dire qu'elle est ainsi. Elle n'est pas toute ainsi et nous sommes quelques-uns, en France, à suivre de très près ce qu'écrivent les quelques Allemands qui ne sont pas des Boches, ceux de la *Freie Zeitung* de Berne, ceux de la *Freiheit*, de *Die Republik*, les Grelling, les Stilgebauer, les Karl Ludwig Krause ... Que nous disent ces Allemands? Que nous disent avec eux ceux de vos confédérés qui connaissent le mieux l'Allemagne actuelle, par exemple le vénérable Otfried Nippold? Unanimement ils nous disent: „Méfiez-vous. L'Allemagne est aujourd'hui ce qu'elle était hier. Sa conception de la véracité, de l'honneur (voyez Scapa Flow), du droit n'est pas celle des autres peuples. Aujourd'hui comme

hier elle est infectée du virus pangermaniste. Elle ne songe qu'à la prochaine guerre". Ces jours derniers Hans Suttner écrivait, retour d'Allemagne (*Freie Zeitung*, 18 juin) : „Ceux qui donnent le ton dans l'Empire républicain, ce sont à peu près les mêmes que dans, l'Empire impérial". Les excitateurs et les braillards pangermanistes, les officiers et les généraux avides de lauriers formulent les consignes que les masses acceptent et répandent.“

Et c'est une telle Allemagne que nous introduirions, sans examen préalable, dans la Société des Nations! Ce serait un crime contre l'humanité, contre les démocraties qui veulent êtres libres. Sur ce point essentiel, sur les conditions essentielles de notre sécurité, nous nous permettons de récuser le jugement des neutres les plus sympathiques. Ils ne sont pas exposés comme nous. Et en nous défendant, nous les couvrons aussi.

Il y eut des heures, pendant la guerre, où vous disiez, cher ami, que la France luttait pour vous, pour vos antiques libertés helvétiques, aussi bien que pour les siennes. Verdun, à certaine date, a sauvé Bâle. Demain, c'est Strasbourg qui jouera ce rôle.

L'auriez vous oublié? On le croirait à mesurer votre parti pris contre nous. Si quelque Picrochole en retraite, dont les articles sont accueillis chez nous d'un haussement d'épaules, fait dans les colonnes d'un journal la facile conquête de Porrentruy, vous nous soupçonnez d'impérialisme. Si nous prions le gouvernement fédéral, dans l'esprit le plus amical, d'étudier en commun avec nous l'adaptation aux conditions actuelles d'une convention vieille de plus de cent ans, vous nous accusez presque de violer votre neutralité. Contrairement à ce que faisait l'Allemagne, nous réservons à la Suisse une place dans la Commission du Rhin; nous lui donnons ainsi l'assurance que les intérêts de l'industrie alsacienne ne nous feront pas sacrifier ceux de la navigation bâloise, et vous appelez cela une menace! Enfin l'Entente invite les neutres, par une initiative plus ou moins adroite, mais nullement comminatoire, à dire s'ils veulent s'associer à un blocus éventuel — et vous, le véridique Ernest Bovet, vous écrivez qu'on les "somme"! Qui les a „sommés"? et quel est le neutre qui a été molesté pour avoir refusé de déférer à cette „sommation"?

Nous reconnaissons aux neutres le droit d'être neutres. Nous leur reconnaissons aussi, en paix comme en guerre, le droit d'ex-

primer leur opinion sur les affaires des belligérants. Si je ne pensais ainsi, je ne ferais pas cette lettre si longue, trop longue peut-être. Mais vous me permettrez cependant de distinguer neutres et neutres: d'une part ceux dont la neutralité fut avant tout le respect d'un pacte, neutralité conforme à l'intérêt de tous et que le peuple de vos cantons a su, par surcroît, rendre bienfaisante et largement humaine; de l'autre, ceux pour qui la neutralité fut le moyen commode de s'enrichir des deux mains, le moyen aussi de réserver le futur serment d'allégeance à celui des deux partis qui serait vainqueur.

Il est facile de railler le Siam, le Honduras et Cuba ... J'aime mieux leur geste, qui exprimait la conscience du genre humain, que la finasserie de certains neutres. Et je n'ai pas besoin de dire que je mets infiniment au-dessus de ces profiteurs de la guerre d'autrui une Italie, une Grèce, une Roumanie ... Celles-ci ont aidé à sauver le trésor commun de l'humanité; ceux-là, si le vainqueur s'était emparé du trésor, se seraient bassement rués à plat ventre pour ramasser quelques piécettes.

Encore une fois, pardonnez-moi cette longue lettre. Je vous ai trop aimé pour ne pas vous dire ce que je pense, et je suis certain de ne vous avoir pas tout dit. J'en ai dit assez pour vous faire entendre que nous restons, Français, fidèles à nos principes et à nos espérances, assurés de servir, en donnant à notre patrie le moyen de vivre, la cause sacrée de l'humanité. Vous êtes un trop bon Européen pour ne pas le reconnaître un jour prochain. Ce jour sera un jour de joie pour votre tout dévoué

HENRI HAUSER



SOMMER

Von ROBERT JAKOB LANG

Eine blaue Brücke ist der Tag;
Goldschwer lenkt der Sommer seine Führen
Über sie. Und hellen Peitschenschlag
Läuten landher alle Kirchtürmhren.

Immer rauschen Winde leis und laut,
Wie das Murrellied geschwinder Wogen
Aus der Tiefe, heimlich überblaut
Von des Tages weitgespanntem Bogen.

